

Unité inter-départementale Gard-Lozère
Cellule carrière/éolien
4 avenue de la gare
BP 132
48005 Mende Cedex

Mende, le 08/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Carrières de France

LES CARRIERES
23250 Soubrebost

Références : 2026-03-129
Code AIOT : 0006602122

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/03/2026 dans l'établissement Carrières de France implanté Le Complo 48500 Laval-du-Tarn. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Carrières de France
- Le Complo 48500 Laval-du-Tarn
- Code AIOT : 0006602122
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière exploitée à Laval du Tarn par la société Carrières de France est utilisée pour la production de blocs de calcaire. Après prolongation pour une durée de 3 ans, l'autorisation en vigueur est arrivée à échéance le 4 janvier 2026.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Remise en état	AP Complémentaire du 05/04/2023, article 1	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	3 mois
2	Phasage des travaux de remise en état	AP Complémentaire du 06/08/2025, article 2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
3	Procédure de cessation d'activité	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R512-39-1	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les opérations de remise en état telle que prévue par l'arrêté du 05 avril 2023 ne sont pas achevées.

L'exploitant a remblayé la fosse de la carrière et déplacé les blocs de pierre mais le site n'est pas mis en sécurité et la remise en état ne permet pas sa réutilisation ultérieure à des fins d'espaces naturels.

La notification au préfet n'est pas réalisée selon les dispositions définies à l'article R512-39-1 du code de l'environnement.

Une mise en demeure est proposée au regard de ces non-conformités constatées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Remise en état

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/04/2023, article 1
Thème(s) : Situation administrative, conditions d'exploitation

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 23/10/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 05/01/2026

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant.

En fin d'exploitation, tous les produits polluants ainsi que tous les déchets sont valorisés ou éliminés vers des installations dûment autorisées.

La remise en état ne sera réalisée qu'avec des matériaux présents sur la carrière par opération de remblayage selon le profil et les plans présentés en annexe du présent arrêté. Le profil de la remise en état de la carrière respectent les principes généraux suivants :

- le carreau de la carrière présente un profil plan en pente douce de 5 à 7 % en direction du Sud ;
- le front de la carrière, en Partie Nord et Est ne peut être supérieur à une hauteur de 15 m. Il peut en cas de nécessité prévoir la présence d'une banquette intermédiaire.

Conformément aux indications de l'étude d'impact du dossier de demande d'autorisation, le site est restitué en fin d'exploitation, dans un état permettant sa réutilisation ultérieure à des fins d'espace naturel.

D'une façon générale, le site est remis dans un état tel, que soit garantie la protection des intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement susvisé.

En particulier, le sol est débarrassé des éléments polluants ou encombrants incompatibles avec la vocation ultérieure du site, et remis dans une forme facilitant l'utilisation ultérieure envisagée.

Conformément à l'article 12.2 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement de matériaux de carrières la remise en état comporte au minimum les dispositions suivantes :

- la mise en sécurité des fronts de taille,
- le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site,
- l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site.

Constats :

La carrière n'est pas remis en état car :

- le site n'est pas mis en sécurité, une partie du site ne dispose pas de clôture ou autre dispositif efficace ou de signalisation indiquant le danger;
- le carreau de la carrière ne présente pas un profil plan en pente, notamment en direction du Sud;

- le site n'est pas dans un état permettant sa réutilisation ultérieure à des fins d'espace naturel.

L'exploitant a nettoyé l'ensemble des terrains et remblayé le fossé.

Ce constat constitue une non-conformité à l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 05 avril 2023.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous un délai de 3 mois, l'exploitant doit mettre en sécurité et terminer les opérations de remise en état du site, et transmettre les attestations conformément à l'article R512-39-3 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Phasage des travaux de remise en état

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/08/2025, article 2

Thème(s) : Autre, Remise en état

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 23/10/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 05/01/2026

Prescription contrôlée :

Les opérations de remise en état du site sont terminées au plus tard à la date d'échéance de l'autorisation en vigueur, soit le 4 janvier 2026.

A cet effet, l'exploitant établit un plan de phasage des travaux de sorte que le rythme d'avancement de la remise en état soit de l'ordre de 35 % des surfaces totales à réhabiliter par trimestre.

Le plan de phasage des travaux de remise en état est transmis à l'inspection des installations classées sous un mois à compter de la notification du présent arrêté. L'exploitant atteste de l'avancement desdits travaux en transmettant, tous les trois mois, un plan du site mis à jour - c'est-à-dire comportant les surfaces remises en état - à l'inspection des installations classées.

Constats :

Les opérations de remise en état ne sont pas terminées. Le plan de phasage des travaux de remise en état n'a pas été transmis.

Ce constat constitue une non-conformité à l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 06 août 2025

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous un délai de 1 mois, l'exploitant doit transmettre un plan de phasage de remise en état.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Procédure de cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2024, article R512-39-1
Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.- Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations mentionnées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II.- La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.</p> <p>III.- Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>La notification au préfet n'est pas réalisée dans les dispositions définies à l'article R512-39-1 du code de l'environnement, notamment les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé.</p> <p>Ce constat constitue une non-conformité à l'article R512-39-1 du code de l'environnement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous un délai de 1 mois, l'exploitant doit notifier le préfet de la cessation d'activité en indiquant la date d'arrêt définitif des installations et la liste des terrains concernés. Cette notification doit à minima inclure les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité des terrains concernés du site, telle que définie à l'article R. 512-75-1.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois